



Pour un véritable plan d'urgence : la mobilisation doit continuer !

La mobilisation du 26 janvier dans l'Éducation, avec un personnel sur 3 en grève et des manifestations nombreuses, est importante au vu du contexte pandémique et révèle l'exaspération des personnels de l'Éducation Nationale et de l'enseignement agricole, quoi qu'en pense le Ministre.

Politique éducative aggravant les inégalités, décentralisation des infirmières, conditions de travail dégradées, revalorisation salariale quasiment inexistante sont dénoncées par les personnels. Le compte rendu des ateliers du Grenelle publié le 25 janvier conforte sans surprise les orientations du ministre qui vont à rebours d'une conception du métier enseignant permettant la démocratisation du système éducatif. C'est le retour de la rémunération au mérite, des modifications des obligations réglementaires de service et des missions, du projet de statut pour la direction d'école, de contrôle des personnels...

Certaines propositions (spots publicitaires par exemple) relèvent surtout d'artifices de communication en décalage complet avec les attentes de la profession. Enfin le vocabulaire managérial irrigue une bonne partie de ces comptes-rendu, comme un révélateur, un de plus, des projets ministériels pour nos métiers. Tout y passe pour redessiner le métier d'enseignant du XXI siècle.

En parallèle, les 400 millions d'euros, présentés comme une revalorisation historique par le ministre, se traduisent par l'exclusion de plus de 2/3 des enseignants et de l'ensemble des AED et AESH. Ce sera de plus un coup unique puisqu'il n'est pas question de mettre en place un plan-pluriannuel de revalorisation. La perte de pouvoir d'achat atteint des sommets (-17% depuis 2010) et l'attractivité des métiers décline irrémédiablement et engendre une crise de recrutement.

La FSU entend poursuivre la mobilisation des personnels pour un véritable plan d'urgence pour le service public d'éducation avec des moyens à la hauteur des besoins pour une école au service de la réussite de tous les élèves, une autre politique éducative et une revalorisation de l'ensemble des métiers et professions .

Dans ce contexte social où les inégalités se creusent comme le révèle le dernier rapport Oxfam, elle appelle les personnels à participer à la journée interprofessionnelle du 4 février sous les diverses modalités décidées localement : grèves, manifestations, actions diverses...

Les Lilas, le 28 janvier 2021



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**